

PMA5

Forum de la société civile

"Des engagements à l'action"

Doha, du 4 au 9 mars 2023

Rapport

Forum de la société civile du PMA5

Le Forum de la société civile a été organisé par un groupe d'OSC, afin de permettre à la société civile de partager son expertise, ses analyses et ses expériences pour la mise en œuvre du programme d'action de Doha et le développement durable des PMA.

Le Forum s'est déroulé en sessions plénières, des tables rondes, des caucus et des réunions auto-organisées. Parmi les intervenants figuraient des experts et des praticiens des OSC des différents groupes thématiques, ainsi qu'un certain nombre de hauts fonctionnaires des États membres et des Nations unies.

Lisez les messages clés des plénières [ici](#).

Domaines thématiques clés :

(Cliquez pour accéder directement à la diapositive de la session)

1. [Faire le point : Crises multiples et défis pour les PMA](#)
2. [Le **Programme d'action de Doha** : un élément clé de l'agenda 2030 pour le développement durable](#)
3. [Architecture financière et réformes politiques](#)
4. [Systèmes alimentaires et agroécologie](#)
5. [Les PMA et le travail - Informalité, soins et migration](#)
6. [Santé planétaire et santé des peuples](#)
7. [Économie numérique et développement durable](#)
8. [Les visions et les ambitions des peuples pour le Programme d'action de Doha et au-delà](#)

A propos de ce rapport du Forum de la société civile du PMA5

Le Forum et toutes ses sessions ont bénéficié d'une grande richesse d'informations grâce à l'expertise des panélistes, et chaque session a bénéficié d'une forte participation et d'un engagement important de la part des participants. Il est impossible de noter tous les détails, mais le présent rapport reprend certains points saillants de chaque séance plénière et table ronde. Il constitue un instantané des sessions pour ceux qui n'ont pas pu y assister et un rappel des points importants pour ceux qui y ont participé.

Ce rapport a été compilé par **Barbara Adams** et **Julie Kim** du Global Policy Forum (GPF), **Roberto Bissio** de Social Watch et **Chee Yoke Ling** de Third World Network (TWN), qui sont également membres du groupe organisateur du Forum de la société civile du PMA5.

Nous remercions Perna Bomzan (TWN), Johanna Lichtschlag (délégation allemande de la jeunesse), Theiva Lingam (TWN/SAM), Tejaswini Vavilala (GPF), Fayza Yassine (Arab NGO Network for Development) et Ana Zeballos (ITeM/Social Watch) pour leur aide en matière de suivi et de rédaction de rapports.

- Pour obtenir des informations détaillées et des ressources sur le Forum de la société civile du PMA5, veuillez consulter le kit d'information : <https://bit.ly/lcd5-csf>.
- Les images des tweets sont liées à l'article original.
- Pour une meilleure lisibilité, veuillez visionner le document sous forme de diaporama.

Programme du Forum de la société civile

	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
	04 mars 2023	05 mars 2023	06 mars 2023	07 mars 2023	08 mars 2023	09 mars 2023
08:00 - 09:00	Arrivée	CAUCUSES	CAUCUSES Caucus Afrique (à confirmer) *	CAUCUSES	CAUCUSES	CAUCUSES / Prochaines étapes
09:00 - 10:30		Officielle LDC5 Ouverture 9:00-10:00am	Plénière 3 : Architecture financière et réformes politiques : des opportunités cruciales pour les PMA	Plénière 5 : Les PMA et le travail - Informalité, soins et migration	Plénière 7 : Économie numérique et développement durable - les enjeux	
10:30 - 11:00	Inscription au Centre de Convention - Orientation introductive 10 : 00 - 12:00	Pause				Plénière 9 : Clôture
11:00 - 12:00		Plénière 1 : Faire le point : Crises multiples et défis pour les PMA				
12:00 - 14:00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
14:00 - 15:00	Accueil et introduction pour la société civile	Plénière 2 : Le programme d'action pour le développement durable : un élément clé de l'agenda 2030 pour le développement durable	Plénière 4 : Systèmes alimentaires et agroécologie : objectifs multiples pour les PMA	Plénière 6 : Santé planétaire et santé des populations	Plénière 8 : Les visions et les ambitions des peuples pour le DPoA et au-delà & Dialogue entre les coordinateurs résidents de l'ONU et les OSC	Clôture officielle du LDC5, 14h00-17h00
15:00 - 16:00	Ouverture officielle à haut niveau / Inauguration du Forum des OSC 15h00 - 16h30					
16:00 - 17:00		Table ronde : L'équité dans le multilatéralisme : Paix, développement durable, droits de l'homme	Discussions parallèles : * Protection sociale dans les PMA * Appel des parlementaires ...	Discussions parallèles : * Perspectives de la société civile sur la gestion des crises multiples dans les PMA * PMA, intégration économique et transformation structurelle : le défi du développement en Afrique pour l'Afrique	Discussions parallèles : * Assemblée de la société civile des PMA sur la mise en œuvre effective du programme d'action de Doha (DPoA)	
17:00 - 18:00	La société civile dans les PMA5 : le décor est planté		* Appel des parlementaires pour un avenir sans combustibles fossiles (suite)			
18:00 - 19:00						

Organisations participantes

Social Watch, Italian Climate Network, Green Girls Platform, TANGO, Organisation des jeunes tchadiens pour l'union est la paix, ONG ASHAD et UCF, AFDE/REJEFAC, ONG ASRAD, ASOMEF, Alliance pour une mine responsable (ARM), COAST Foundation, Australia for Cedar Tanzania, DUKINGIRE ISI YACU, MSIS-tatao, Gender and Development for Cambodia (GADC), LDC Watch, SAAPE, Radio and Television Tayna/Goma, Society for International Development, Solidarité Agissante pour le Développement Familial (SADF), WAFRICA Guinée, SEATINI-Uganda, GSDM, Professionnels de l'Agroécologie, Arab NGO Network for Development, Strength in Diversity Development Centre, Veille Citoyenne Togo, ONG SOLI-DÉV, Alliance Against Trafficking in Women and Children in Nepal (AATWIN), Alliance for Food Sovereignty in Africa, Green Crescent Zambia, Fundação Kissama, Tanzania Trade and investment Coalition (TATIC), Network for the Indigenous Peoples Solomons (NIPS), African Youth Peer Review Committee, UBINIG (Policy Research for Development Alternative), Mandela Center International, CICODEV AFRIQUE, Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) Niger, Women In Social Entrepreneurship, Women for a Change, National Women Empowerment and Rehabilitation Organization - (NWERO), FIAN, SOS Family ONG, CECiDE, Centre du Commerce international pour le Développement), Child's Destiny and Development Organization (CHIDDO), Organisation communautaire de Deve Partenariat pour le Développement Local (PDL), Yemeni Observatory for Human Rights/ Women's Research and Training Centre-University of Aden, Association Sénégalaise d'Évaluation (SenEval), National Prisoner Foundation (NPF), Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif - PAPDA, Reality of Aid-Africa, Alternative Espaces Citoyens, Habari RDC, Solidarite Fanm Ayisyèn - SOFA, Association Nigérienne des Const, Center for Peace Building and Democracy in Liberia, Ocean Servant Foundation, Somali Youth Development Foundation, Youth and Women for Peace and Sustainable Development (YOWPSUD), Soil Solution, Justice Call, CENTER FOR ENVIRONMENTAL GOVERNANCE (CEGO), Just Clean It Limited, Green Mentors, AWTAD Anti-Corruption Organization, OISCA International South India, Jamma Children Foundation, Citizens Organization for Advocacy and Resilience (COAR), Kikandwa Environmental Association (KEA), Hope for Humanity International, Organisation des Visionnaires Dévoués pour un Développement de Haute Modernisation (OVDDHMO), Global Policy Forum, Global Private Limited, CONSTRUISONS ENSEMBLE LE MONDE, Afrique Esperance, Earth Regenerative Project Sierra Leone, Yali Network, GARED, KNFP, Red de Cooperación Amazónica REDCAM Red Global de Comunidades Locales sobre Biodiversidad GLOCBI, Inmates Educational Foundation, BeMORE Global Project Limited, Advocacy Network Against Irregular Migration, Youth Peer Education Network (Y-PEER), The African Women's Development and Communication Network (FEMNET), Action pour la Protection des Droits de l'Enfant (APDE), The Volunteer Team Foundation for Humanitarian Action, The Dutch Organization for Inclusive Nurtured Growth "DOING" Parents Forum, AFDE/REJEFAC, Mothers pride and development initiative, Association de Développement Agricole Educatif et Sanitaire de Manono, Cultivate!, Conseil National de la Jeunesse du Mali, WoMen Against Violence and Exploitation WAVE Foundation, Support for Women in Agriculture and Environment, Improve Your Society Organization (IYSO), UNIVERSITY FOR DEVELOPMENT STUDIES, Association for Solidarity through Humanitarian Imperative Action (ASHIA) International, Tufts University, Masimanyane Women's Rights International, RAHA FOUNDATION, ACID (association pour la coopération au développement international), Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), Asmaa Association for Development Organization, Burkina Faso Investment Agency, Brain Builders Youth Development Initiative, Centre Amadou Hampaté Ba (CAHBA), ONG JEUNESSE ACTIVE DE GUINEE, Southern Africa Embrace Foundation, Société Sommac, Association de Lutte Contre les Violences Sexuelles et Appui à la Promotion du Développement Durable "ALUCOVIS-APDD", NAGAAD WOMEN'S NETWORK, Europe External Programme with Africa, African Indigenous Women Empowerment, Arte-Magna International (AMI), Ngo Ecosoc Unesu, Association Senegalaise pour la Promotion des Energies Renouvelables "KokkiEnergie", ONG MMM, West Africa Coalition for Indigenous People's Rights (WACIPR), Centre d'accompagnement des alternatives locales de développement (Caald), Sudanese Development Call Organisation, Institut De Diplomatie Publique, Kurram welfare Home, Burkina Faso Investment Agency, Youth and Women for Peace and Sustainable Development, PVBILIC Foundation, Communauté des Personnes Engagés pour Promouvoir l'Entrepreneuriat et le Développement durable (CPEPED), Community Empowerment for Progress Organization (CEPO), OUI CARRY, SBGAZ, PEOPLE OF GOOD HEART INITIATIVE, Queens world network/Church of God mission intl, Asmaa Society, The Fathi Initiative, Youth Empowerment for Future Association, Global Coalition for Social Protection Floors (GCSPF), ENDA, African Trade Union, Asian People's Movement on Debt & Development, African Food Sovereignty Network, Pacific Network on Globalisation, GATJ, IT for Change, Spectra, Friends of the Earth, Malaysia, Global Policy Forum – Europe, Latindadd, Groundswell International, Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), UNI Global Union, War on Want, Southern Africa Resource Watch, Global Biodiversity Youth Network, Brazil, People's Health Movement, South Africa, Africa Trade Network, ETC Group

Profils des
organisations
et des
participants

Ressources

Liens externes vers des ressources pertinentes

Préparation de la société civile vers le PMA5

- ❑ [Programme d'action de Doha \(DPoA\)](#)
- [Résumé du DPoA](#)
- ❑ [1ère consultation virtuelle avec la société civile](#)
- ❑ [2ème consultation virtuelle avec la société civile](#)
- ❑ Consultations sur le PMA5 : [Citations des OSC](#)
- ❑ [Sessions du PMA5 lors de la PrepCom 1](#)

De l'ONU

- ❑ Septembre 2022 [Déclaration ministérielle des PMA](#)
- ❑ [Le Programme d'action de Doha en tant qu'accélérateur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 - Événement spécial de haut niveau de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social \(ECOSOC\)](#) (UN WebTV).
- ❑ [Notre programme commun : Série de notes de synthèse du Secrétaire général](#)

Ressources des Nations unies sur les PMA

- ❑ [Couverture médiatique de l'ONU sur le PMA5](#)
- ❑ [Site web des Nations unies sur les PMA5](#)
- ❑ [Portail des PMA de l'UN-DESA](#)
- ❑ [Liste des PMA de la CNUCED / Route vers les PMA5](#)
- ❑ [Calendrier des réunions de l'UN-OHRLLS](#)
- ❑ [Sommets et conférences de haut niveau de l'ONU 2023](#)
- ❑ [Documents officiels de l'OHRLLS sur les PMA](#)
- ❑ [Rapport 2021 de la CNUCED sur les PMA](#)
- ❑ UN-DESA CDP [Étude complète de l'impact de COVID-19 sur les pays moins avancés](#)
- ❑ [Registre des VNRs présentées par les PMA](#)
- ❑ Banque de technologie des Nations unies pour les PMA ["L'état de la science, de la technologie et de l'innovation dans les PMA"](#).
- ❑ [Programme d'action d'Addis-Abeba](#)
- ❑ [Liste des objectifs de développement durable \(ODD\)](#)

Post-PMA5

Prochains événements de haut niveau des Nations unies

- [8e Forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service des ODD](#) (3-4 mai 2023)
- [Forum politique de haut niveau et du Sommet sur les ODD 2023](#) (juillet - septembre 2023)
- [Sommet du Futur](#) (Sept 2024)

Événements passés pertinents de l'ONU en 2022 (liens vers les webcasts)

- [Briefing de l'Assemblée générale sur les preuves scientifiques à l'appui des solutions durables](#) (7 février)
- [67ème Commission sur le statut des femmes](#) (6-17 mars)
- [Forum sur la coopération au développement](#) (14-15 mars)
- [Conférence de l'ONU sur l'eau](#) (22-24 mars)
- [Réunion spéciale du Conseil économique et social des Nations unies sur la coopération fiscale internationale](#) (31 mars)
- [Septième session du mécanisme d'experts du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur le droit au développement](#) (3-5 avril)
- [Réunion publique de la société civile avec le Président de l'Assemblée générale](#) (20 avril)
- [Forum sur le financement du développement](#) (17-20 avril)

Fonctionnaires de l'ONU ayant participé au Forum

Cliquez sur leurs photos pour accéder à leurs biographies officielles des Nations unies ou à leurs agences.



Secrétaire général adjoint des Nations unies
Amina J. Mohammed



Secrétaire général adjoint des Nations unies (OHRLLS)
Rabab Fatima



Président de la 77ème Assemblée générale des Nations Unies
Csaba Kőrösi



Président du Conseil économique et social des Nations unies
Lachezara Stoeva



Chef de Cabinet du Secrétaire Général des Nations Unies
Courtenay Rattray



Conseiller spécial des Nations unies pour l'Afrique
Cristina Duarte



Directeur, Division pour l'Afrique et les PMA (CNUCED)
Paul Akiwumi



Chef, Commerce électronique et économie numérique (CNUCED)
Torbjörn Fredriksson



UN-OHCHR
Diego Valadares

Contribution du Forum des OSC

Voir la déclaration finale de la société civile

"Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux organisations du 'core group' pour le rôle crucial qu'elles ont joué dans l'organisation du Forum des OSC. D'après ce que j'ai entendu, ressenti et vu au cours des cinq derniers jours, vous avez accompli un travail remarquable en mobilisant les OSC du monde entier pour qu'elles soient présentes ici.

...Et j'ai vu votre déclaration finale. Elle est excellente. En raison de la porosité du temps, il faudra peut-être la raccourcir un peu pour la transmettre, mais la déclaration plus longue pourra être soumise dans le cadre du rapport. Je vous remercie de votre attention. Vos efforts inlassables pour mobiliser la société civile et les organisations du monde entier à venir à Doha ont porté leurs fruits.

- ***Secrétaire général adjoint Rabab Fatima, Haut représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement***

Ouverture officielle à haut niveau

En collaboration avec l'UN-OHRLLS, le Forum de la société civile a permis à des participants de la société civile du monde entier, en particulier des PMA et d'autres pays en développement, de participer à la conférence. Parallèlement à la participation significative de décideurs des gouvernements et de divers processus multilatéraux, cet échange a permis d'obtenir un soutien et de renforcer l'engagement en faveur du développement durable des PMA.

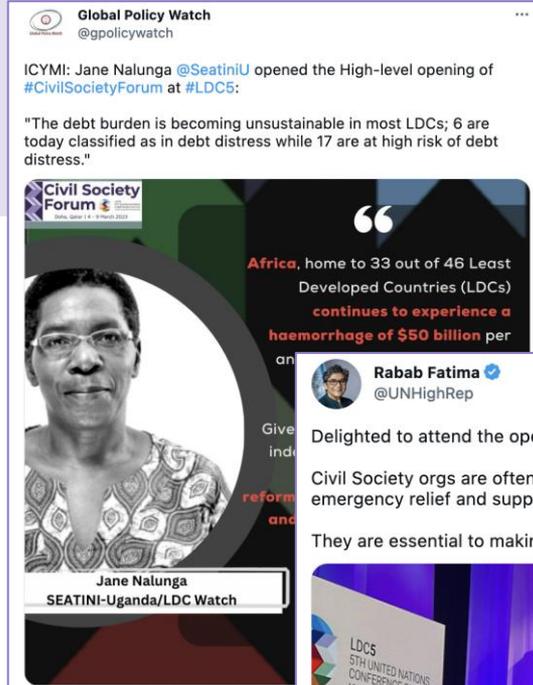
L'ouverture à haut niveau a débuté par l'intervention de Jane Nalunga, qui a décrit la situation désastreuse des PMA. Le PGA Csaba Kőrösi et l'USG Rabab Fatima ont exprimé leur soutien aux PMA et souligné l'importance des OSC, conformément au DPoA et à l'Agenda 2030. Les organisateurs des plénières ont ensuite planté le décor pour la semaine de discussions à venir dans leurs domaines thématiques respectifs.

Lire un [résumé des présentations des OSC](#) par Gita Sen

Modérateurs : Roberto Bissio (Social Watch) & Yodit Kebede (Cultivate !)

Intervenants : Président de l'Assemblée générale des Nations unies Csaba Kőrösi

M. Soltan bin Saad Al-Muraikhi, ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar, Rabab Fatima, secrétaire général adjoint (UN OHRLLS), Jane Nalunga (SEATINI, Ouganda)



Plénière 1 : Faire le point

- Crises multiples et défis pour les PMA



- **Les PMA africains sont** pris au piège de trois paradoxes : L'Afrique est riche en ressources financières mais réclame un allègement de la dette ; l'Afrique possède toutes les sources d'énergie imaginables, mais c'est un continent noir ; l'Afrique est riche en systèmes agricoles, mais souffre d'insécurité alimentaire. L'Afrique ne contrôle pas ses flux économiques et financiers. Lorsque vous ne contrôlez pas ces flux, tout choc externe vous pousse vers une crise de liquidité. C'est le signe d'un manque d'appropriation.
- La cause sous-jacente et le moteur des crises est la nature fondamentalement injuste et défectueuse du système financier international. Nous devons nous placer du point de vue des débiteurs. La dette est un problème lorsqu'elle compromet la capacité à fournir des services essentiels et à garantir les **droits de l'homme**.
- Les pays **développent leurs propres capacités** à produire des biens et des services et à commercer entre eux. L'Afrique et les PMA possèdent la plupart des minéraux nécessaires à la transition verte, mais ils ont besoin d'infrastructures.
- De nombreux pays africains, petits ou grands, reconnaissent qu'ils doivent surmonter l'héritage de la **colonisation**, en transformant la structure dont ils ont hérité.
- **L'égalité entre les hommes et les femmes** n'est pas une question microéconomique, mais une question macroéconomique. Le mode de vie des pays du Nord conduit le monde vers l'extinction, les femmes du Sud étant les plus durement touchées.
- **Le capitalisme vert** n'est pas la réponse au problème climatique ou à la crise de la biodiversité. La **précarité des travailleurs** est normalisée ; les données des pays les plus pauvres sont accaparées. Le pouvoir énorme des **entreprises** et le soutien des gouvernements à ces entreprises sapent les droits de l'homme et la justice économique pour les plus défavorisés. Richesse obscène, contrecoup de la **justice sociale et de la justice entre les sexes**. Les OSC sont en première ligne, non seulement pour les analyses humaines et humanitaires, mais aussi pour les réponses pratiques.

Modérateur : Gita Sen (DAWN)

Intervenants : S.E. Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte (Conseillère spéciale des Nations unies pour l'Afrique), Paul Akiwumi, Directeur pour l'Afrique et les PMA (CNUCED), Cheikh Tidiane Dieye (ENDA-CACID, Sénégal), Tetteh Hormeku (African Trade Network, Ghana), Lidy Nacpil (Asian People's Movement on Debt & Development), Emilia Reyes (Equidad de Genero & Women's Working Group on FfD, Mexique), Bright Thamie Phiri (Alliance for Food Sovereignty in Africa, Malawi)

Plus de la Plénière 1

"Il est nécessaire de changer de paradigme. Et pour changer de paradigme il faut changer de mentalité. Nous devons passer de la gestion de la pauvreté à la gestion du développement. Ce sont deux choses différentes.

Du point de vue des décideurs politiques, le contenu et la conception de la gestion de la pauvreté sont différents de ceux de la gestion du développement. Un deuxième point de départ important - si vous voulez croire au développement durable, vous devez d'abord vous attaquer au financement durable dans le cas de l'Afrique. C'est une condition préalable au développement durable".

Cristina Duarte, conseillère spéciale des Nations unies pour l'Afrique

 Global Policy Watch
@gpolicywatch

#LDC5 #CivilSocietyForum
@Inacpil asked from whose POV #DebtDistress was seen:
"Countries are only in #DebtDistress when they can't pay on time and in full - a lender's point of view."

For #debtors, debt distress means undermining public funding & human rights preservation.



 Global Policy Watch
@gpolicywatch

#LDC5 #CivilSocietyForum
@Duarte_UNOSAA highlighted paradoxes of Africa: Rich in financial resources but begging for #debt relief & rich in #energy resources but a "dark continent."

"The crises are telling us in a very painful way that we have not built the resilience."



 Cristina Duarte

Plénière 2 : Le programme d'action de Doha - la clé de l'agenda 2030 pour le développement durable



- **Le programme de Doha** est la feuille de route des PMA. Pour la succès de l'Agenda 2030 et les ODD, les objectifs de Doha doivent être atteints.
- Le **système multilatéral** est fragmenté et contradictoire - les OSC doivent donc être actives dans de nombreux instruments.
- Il y a une régression des **responsabilités historiques**, du **principe des responsabilités communes mais différenciées**, et du **traitement spécial et différencié** dans tous les domaines.
- Il existe de nombreux obstacles structurels. Le manque d'espace politique et fiscal frappe durement les PMA.
- Les entreprises utilisent les femmes comme un symbole et cooptent le langage. Le **"pink-washing"** des entreprises. Des "politiques étrangères féministes" superficielles.
- Le véritable développement a toujours été mené par l'État, mais on dit aux pays en développement de s'en remettre au marché; c'est "faire tomber l'échelle", comme l'a dit Ha-joon Chang.
- S'attaquer aux **questions structurelles** au sein des Nations unies, comme le propose le processus de **financement du développement (FfD)**.
- Les ODD ne progressent pas. Il faut davantage de subventions, et non des prêts publics et privés qui nous endettent encore plus.
- L'accélération de la **numérisation** peut accroître les inégalités et créer des problèmes supplémentaires.
- Le modèle du marché n'a pas apporté la connectivité dans les PMA. L'ancien paradigme du transfert de technologie ne fonctionnera pas. Les données publiques sont également une ressource nationale souveraine.
- Le big data et les drones sont les solutions proposées pour résoudre l'**insécurité alimentaire**. L'alternative est l'**agroécologie** et l'approche des systèmes alimentaires.
- Le financement et la gouvernance des biens publics numériques, une taxation efficace du transfert transnational de données et la rupture du paradigme de la propriété intellectuelle sont nécessaires.

Modérateur : Chee Yoke Ling (TWN)
Intervenants : Ambassadeur Lachezara Stoeva (Président de l'ECOSOC), Million Belay (African Food Sovereignty Alliance, Ethiopie), Maureen Penjueli (Pacific Network on Globalisation, Fiji), Dereje Alemayehu (GATJ), María Graciela Cuervo (DAWN, République dominicaine), Anita Gurumurthy (IT-for-Change), Chantal Umuhoza

Plus de la Plénière 2

"Cette année a été consacrée à la préparation des résultats substantiels et des contributions à la déclaration politique qui doit être adoptée lors du sommet de septembre.

Nous considérons notre propre forum politique de haut niveau, qui se tiendra en juillet, comme un pré-sommet cette année. Nous avons donc déjà organisé le forum sur le partenariat, nous allons organiser le forum sur le financement du développement, le forum sur la jeunesse et le forum sur la science, la technologie et l'innovation. Le segment de coordination de l'ECOSOC, le segment humanitaire, le segment des activités opérationnelles sont tous consacrés aux ODD.

Dans tous les forums et segments, la société civile joue un rôle clé. Les objectifs de développement durable et le programme d'action de Doha ne peuvent être mis en œuvre sans la participation de toutes les parties prenantes. Cela signifie que vous êtes tous concernés. Vous devez être ambitieux sur tous les aspects pour pousser fortement, parce que les objectifs de développement durable appartiennent à tout le monde, c'est une approche de l'ensemble de la société, et il en va de même pour le programme d'action de Doha. Il existe de nombreuses synergies entre les deux, et on ne peut pas faire l'un sans l'autre.

- **Lachezara Stoeva, Présidente de l'ECOSOC des Nations Unies**



Niko Humalisto
@NHumalisto

Loving the new perspectives presented in the discussions on economic justice in the UN's #LDC5

"Colonialists made us to produce what we do not consume, and to consume products that we do not want", @DerejeAlemay from Global Alliance of Tax Justice. #economics



*Ali Mazrui, universitaire américain d'origine kenyane, cité par Dereje Alemayehu (GATJ)

Table ronde : L'équité dans le multilatéralisme

- Paix, développement durable et droits de l'homme



- **L' aide publique au développement (APD) n'est pas de la charité.** Elle s'inscrit dans l'histoire de la colonisation et de la dépendance à l'égard des produits de base. Les institutions mondiales ne sont pas au service des PMA, mais de leurs anciens maîtres coloniaux.
- "L'ordre multilatéral fondé sur des règles est institutionnellement truqué. Les institutions de Bretton Woods sont fondées sur le principe "un dollar, une voix". L'OMC, conçue pour être plus équitable, limite la marge de manœuvre politique et ne peut pas assurer le développement.
- Les dirigeants africains ont fait de l'agriculture africaine une priorité. Les fondations Gates et Rockefeller ont créé l'AGRA pour la soutenir, mais 80 % de l'argent est resté dans le Nord.
- Le FMI doit adopter une approche fondée sur les droits de l'homme. Le programme d'allègement de la dette du FMI est limité et assorti de nombreuses conditions.
- **Les accords commerciaux** ne sont pas fondamentalement axés sur le commerce ; ils favorisent les entreprises mondiales et surprotègent la propriété intellectuelle, ce qui accroît les monopoles, y compris ceux des grandes sociétés pharmaceutiques.
- Entre 1990 et 2015, la fuite des capitaux du Sud vers le Nord s'est élevée à 242 000 milliards de dollars. Le Nord n'a pas respecté la promesse faite en 2009 de verser 100 milliards de dollars par an au Sud pour la lutte contre le changement climatique.
- Le modèle de consommation des pays du Nord n'est pas durable. La justice climatique implique des transformations radicales, un partage équitable de la charge et le fait de faire de l'alimentation et de l'énergie un droit pour tous.
- La déclaration de 1986 sur le **droit au développement** affirme que toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer, de contribuer et de bénéficier des avantages du développement. Il ne s'agit pas seulement de développement économique, mais aussi de développement culturel, politique, social et économique. Dans sa définition du développement, elle entend un développement fondé sur une participation active, libre et significative.

Modérateur : Courtenay Rattray (Chef de Cabinet du Secrétaire Général des Nations Unies)

Intervenants : Meena Raman (Amis de la Terre, Malaisie), Gita Sen (DAWN), Million Belay (AFSA), Kumi Samuel (DAWN, Sri Lanka), Deborah James (OWINFS), Asad Rehman (War on Want, Royaume-Uni), Diego Valladares (UN-OHCHR),

Plus d'informations sur la table ronde

"Le Nord ne respecte pas ses obligations. Les PMA étaient censés recevoir des pays développés entre 0,15 et 0,2 % de leur revenu national brut. Cet engagement n'a jamais été tenu. Et lors de la conférence de Copenhague en 2009, nous étions tous censés recevoir 100 milliards de dollars par an. Cela n'a pas été le cas non plus.

Nous devons donc restructurer l'ensemble du système, et le secrétaire général a appelé à une **réforme de l'architecture financière internationale**, qui n'a pas été créée dans l'intérêt des pays en développement et à une époque où de nombreux pays en développement n'existaient même pas. Nous essayons donc de résoudre notre problème actuel sur la base d'une construction archaïque et anachronique".

- **Courtenay Rattray,**
Chef de Cabinet du Secrétaire Général des Nations Unies



Plénière 3 : Architecture financière et réformes politiques

- Des opportunités cruciales pour les PMA



- **Le financement privé** n'est pas mis à la disposition des PMA à des conditions abordables, alors que les pays riches paient des taux d'intérêt de 1 à 2 %.
- Le coût du **service de la dette est passé** à plus de 20 % des recettes. Les nouveaux emprunts ne servent plus à financer de nouveaux investissements, mais les anciennes dettes - *un piège de la dette*.
- Seuls 5 des 24 pays donateurs ont atteint leurs engagements en matière d'**APD** en faveur des PMA. L'aide est de plus en plus déterminée par des considérations géopolitiques.
- **Architecture financière internationale** : Les PMA sont marginalisés dans les institutions qui contrôlent, régulent et déterminent les politiques et les prêts.
- Le Nord global a en fait une énorme **dette sociale, économique et écologique** envers le Sud. Historiquement, depuis l'époque de la colonisation jusqu'à aujourd'hui, il y a eu un transfert financier net de 2 000 milliards de dollars du Sud vers le Nord.
- Aujourd'hui, la majorité de l'**aide** prend la forme de **prêts** - des solutions privées basées sur le marché qui passent par des entités ou des véhicules privés. Cela érode la notion même d'assistance et la responsabilité des gouvernements du Nord.
- Les pays à faible revenu membres du G77, sous la houlette du **groupe africain** à l'ONU, ont présenté une résolution qui introduit les négociations fiscales au sein de l'ONU.
- **Règles fiscales internationales** : dans la plupart des cas, elles favorisent les pays d'origine des entreprises, et non les pays où sont réalisés les bénéfices.
- **L'OCDE** veut établir des règles et des normes. Elle maintient des lois et des pratiques introduites au début des années 1920.
- **Plate-forme non démocratique** : les forums actuels où la dette est négociée sont dominés par les prêteurs, c'est-à-dire les pays du Nord et les institutions financières multilatérales.
- Se concentrer sur les flux financiers illicites et la justice fiscale nécessite d'oublier la **logique de l'aide au développement**. Il ne s'agit pas de faire de la *charité*, ou d'augmenter l'aide. **Il s'agit de reconnaître des droits**. Chaque pays a le droit de taxer les bénéfices générés dans son économie et de conserver les ressources qu'il possède.

Modérateur : Emilia Reyes (Equidad & Groupe de travail sur le FfD)
Intervenants : Bodo Elmers (GPF-Europe), Jane Nalunga (SEATINI), Lidy Nacpil (Asian People's Movement on Debt and Development), Jason Braganza (Afrodad), Vitalice Meja (Reality of Aid Africa), Rodolfo Bejarano (Latindadd), Dereje Alemayehu (GATJ), Stefano Prato (Society for International Development)

Plus de la Plénière 3

"Si ce système financier et économique mondial perdure, c'est en partie parce que nos propres gouvernements ne parviennent pas à nous orienter dans une autre direction. Il ne s'agit pas seulement de corruption. C'est le type de politiques, de programmes et d'orientations économiques que nos gouvernements continuent de perpétuer qui nous maintient dans l'esclavage de ce type de système économique mondial.

Nous ne devons pas oublier qu'une partie de nos efforts doit être dirigée vers le **système financier et économique international**, car c'est lui qui nous maintient endettés, en prêtant à nos pays comme principale forme de réponse à la crise à laquelle nous sommes confrontés. Les **prêts** sont tellement hypocrites lorsqu'ils sont évoqués, car ils parlent de prêts au Sud, aux PMA, aux pays en voie de développement comme d'un moyen d'*aider*. Mais en fait, les prêts ont été une forme de **génération de profits**, d'aspiration de la richesse de nos économies où nous payons de différentes manières, même dans le cadre de prêts hautement concessionnels, qui sont censés être des intérêts de 0 à 2 % payés sur de longues échéances, 30 ans.

Ils en profitent principalement non pas grâce aux intérêts, mais grâce aux politiques économiques qu'ils imposent en échange de ces prêts, car ces politiques économiques permettent aux élites des grandes entreprises de continuer à profiter de nos économies et nous devons veiller à ce que nos économies s'éloignent de cette direction".

- **Lidy Nacpil, Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement (APMDD)**



Marina Durano
@marinadurano



Even highly concessional lending can be costly, especially when a long list of policy conditions are attached that do not deliver on promises of development, says @Inacpil @AsianPeoplesMvt #LDC5 @globalpolicy @gpolicywatch



Plénière 4 : Systèmes alimentaires et agroécologie

– Objectifs multiples pour les PMA



- **Crise de la dette souveraine** : les pays les plus pauvres ont vu le coût du service de la dette augmenter de 35 % en 2022. Les mesures à prendre doivent être d'une ampleur sans précédent et s'attaquer aux facteurs structurels. Le rôle des systèmes alimentaires non durables et inéquitables dans l'augmentation de la dette et de la faim est souvent négligé.
- La dépendance à l'égard des importations, les flux financiers extractifs, les cycles d'expansion et de récession des matières premières et les systèmes alimentaires vulnérables au climat déstabilisent les finances des pays les plus pauvres.
- 77 pays en développement sont aujourd'hui des **importateurs nets de denrées alimentaires**, et la dépendance de l'Afrique à l'égard des importations de denrées alimentaires a triplé au cours des dernières décennies. Cette situation expose les pays à des flambées des prix, comme en 2022, et les oblige à gagner des dollars grâce aux cultures d'exportation pour continuer à importer des denrées alimentaires de base.
- **L'allègement de la dette** doit aller de pair avec la transformation des systèmes alimentaires et le renforcement de la résilience au changement climatique. Dans les PMA, le **service de la dette** dépasse de 125 % les dépenses sociales de base (éducation, santé et protection sociale).
- En passant d'une agriculture industrielle à forte intensité d'intrants et orientée vers l'exportation à des systèmes alimentaires agroécologiques diversifiés, les pays à faible revenu peuvent réduire leur dépendance à l'égard des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie. La capacité de l'agroécologie à offrir une voie vers la sécurité alimentaire, la durabilité et la résilience est devenue de plus en plus évidente face au COVID-19 et aux chocs climatiques.
- Ce ne sont pas les petits agriculteurs qui détruisent l'environnement, mais **l'agriculture industrielle**.
- Les connaissances traditionnelles permettent une production alimentaire respectueuse de la culture et du rôle des femmes.
- **Les semences sont une** question culturelle. Les semences permettent aux femmes de maîtriser le cycle de production de la société agraire. C'est la clé de l'autonomisation - c'est la femme qui conserve, régénère les semences et gère le ménage. L'ensemble du système de production agraire repose sur le rôle central des femmes.

Modérateurs : Million Belay (AFSA)

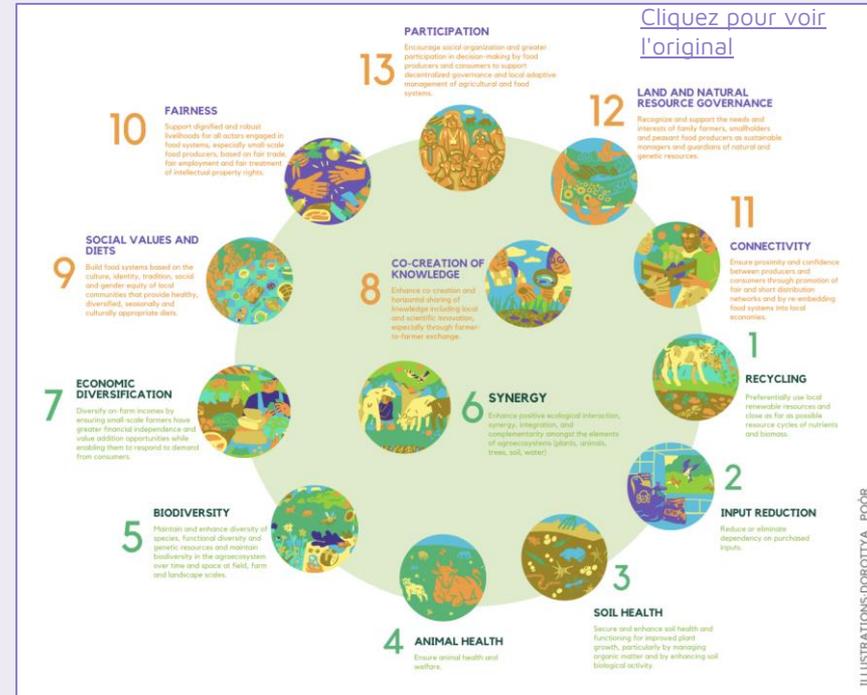
Intervenants : Cantave Baptiste (Groundswell International), Farida Akhter (UBINIG, Bangladesh), Rehema Namaganda (FIAN, Ouganda), Sophia Murphy (IATP), Stefano Prato (SID)

Plus de la Plénière 4

"On peut aussi parler d'**espoir**. Une histoire où l'on offre plus et pas moins, en particulier dans ces pays en développement qui ne sont pas encore aussi dépendants des engrais chimiques, qui ont encore des systèmes de semences paysannes et qui s'appuient les uns sur les autres pour soutenir cette diversité où les semences sont adaptées aux conditions dans lesquelles les gens travaillent.

L'un des critères qui définissent un pays comme "moins avancé" est le degré de dépendance à l'égard de l'agriculture, qui est considérée comme une faiblesse et non comme une force. L'intérêt de l'**agroécologie** et de la **souveraineté alimentaire** est en partie de défier cette affirmation et de dire qu'il y a d'autres choses que le produit national brut que nous voulons obtenir de notre économie, et que nous obtenons ces choses grâce à des systèmes alimentaires dynamiques et sains".

- **Sophia Murphy, Institut pour l'agriculture et la politique commerciale**



ILLUSTRATIONS: DOROTTYA POOR

Ressources de la session :

- IPES : [Rapport sur la dette et la crise alimentaire](#)
- [L'agriculture agroécologique en Haïti : Une solution à la crise de la pauvreté](#)
- [13 principes de l'agroécologie](#)
- [Article de l'IATP sur le PMA5](#)

Plénière 5 : Les PMA et le travail – Informalité, soins et migration



- Le travail décent et la croissance économique vont de pair. Les **impacts socio-économiques** du commerce et des **politiques commerciales** dépendent de la structure, des marchés et des institutions qui y sont intégrés.
- **Répartition** inégale du travail non rémunéré entre **les hommes et les femmes** : les femmes sont confrontées à un double fardeau, celui du travail rémunéré et celui du travail non rémunéré ; au niveau mondial, les femmes fournissent plus de 75 % du nombre total d'heures de travail non rémunéré.
- Les politiques de développement doivent placer la société des soins au centre de leur programme d'élaboration.
- Certaines mesures temporaires de **protection sociale mis en place** pour les travailleurs informels se sont révélés être un filet de sécurité sociale essentiel pendant la crise sanitaire.
- Le travail des femmes, le **travail de soins** et la **reproduction sociale** sont invisibles et sous-évalués, comme si le travail de soins effectué par les femmes ne pouvait pas faire partie d'une transformation structurelle ou d'un projet d'industrialisation.
- La transformation structurelle peut se produire avec les soins : 1) en les "monétisant", c'est-à-dire en payant des salaires corrects aux travailleurs des soins ; et 2) en faisant de l'économie des soins l'objectif de la transformation structurelle.
- Le travail de soins ne devrait pas être considéré comme se déroulant au sein du foyer, mais comme une communauté de **travailleurs de soins réalisant les ODD**.
- La plupart des économies africaines (72 % des PMA) sont informelles. L'Ouganda affiche le taux le plus élevé avec 94 %.
- L'informalité n'est pas synonyme de pauvreté, et la **formalisation** sans systèmes fiscaux progressifs appropriés peut accroître les vulnérabilités.
- Les enseignants, les infirmières et les autres **travailleurs** dits "**essentiels**" ne sont pas traités (ni payés) comme tels.
- Nous devons passer d'une reconnaissance du travail de soins par les organisations caritatives à un cadre juridique.
- Un éventail plus large de soins au-delà du développement de la petite enfance : soins aux personnes handicapées, aux personnes âgées, aux malades, etc. Il est nécessaire de mettre en place un système plus harmonisé et plus complet, qui soit également **financé par les pouvoirs publics** et abordable.
- Les politiques de soins et de protection sociale doivent s'inscrire dans le cadre du traitement de toutes les autres questions, telles que la crise climatique, la sécurité et la macroéconomie. Les solutions doivent être durables et systématiques ; pour ce faire, la migration doit être normalisée comme un élément naturel de notre communauté mondiale.

Modérateur : María Graciela Cuervo (DAWN)
Intervenants : Paul Akiwumi, Directeur pour l'Afrique et les pays les moins avancés (CNUCED), Marina Durazo, Conseillère sur l'économie sociale et l'engagement partenarial (UNI Global Union), Chantal Umuhiza (Rwanda), Gita Sen (DAWN)

Plus de la Plénière 5

"Nous devons envisager cette question sous l'angle de l'architecture financière nationale et internationale, en nous demandant quel type d'architecture financière facilite les soins et la prise en charge.

Quel est le rôle de banques centrales plus saines dans une stratégie d'industrialisation ? Il s'agit en fait de s'interroger sur l'**allocation du crédit**, la **supervision bancaire** et la **politique monétaire**. Ces trois aspects sont essentiels pour déterminer qui a accès à l'argent et à la finance. Les politiques d'allocation du crédit doivent être redéfinies pour que l'argent afflue réellement dans un secteur prioritaire.

Les banques centrales sont des institutions publiques. C'est l'argent de nos impôts. En tant qu'institutions publiques, elles doivent donc servir un objectif public et, dans le cadre de ce projet de transformation structurelle, les soins pourraient être l'un de ces projets d'intérêt public.

- *Marina Durano, UNI Global Union*



Table ronde : Justice économique, écologique et de genre



- Une **approche intersectionnelle** est nécessaire pour garantir l'accès universel au droit à la santé.
- Les **organes de traités** ont défini l'accès à la santé pendant la pandémie comme une question de droits humains, mais les États membres doivent éviter de réprimer les droits garantis par les traités lorsqu'ils débattent de situations d'urgence d'intérêt international.
- **L'inégalité entre les sexes** a été mise au premier plan pendant la pandémie. Notre système est encore un lourd produit du colonialisme, où la violence est structurelle.
- Les femmes ne sont pas incluses dans la structuration des lois et des politiques, mais elles en subissent directement les conséquences, comme les mesures d'austérité.
- **Les modèles** conçus à l'extérieur de nos pays ont tendance à être uniformes, ce qui nuit au travail politique avec la communauté, et les femmes sont les plus touchées.
- Les problèmes actuels de mauvaise gouvernance, d'impunité et de corruption sont enracinés dans la violence coloniale.
- Le chaînon manquant dans ces conversations est la manière de sensibiliser les gens au niveau local aux questions politiques afin d'apporter un soutien au niveau international.
- Idée d'**extraterritorialité** : lorsque les pays font rapport au comité **CEDAW**, ils devraient également mentionner leurs responsabilités externes. Que fait votre coopération en dehors du pays ? Que font vos multinationales en Afrique ? Qu'est-ce que cela signifie pour les femmes en Afrique ?
- Les îles du Pacifique, l'une des dernières régions à disposer de stocks de poissons sains (mais menacés par le changement climatique), passent du statut de producteur primaire à celui de transformateur de poisson et créent davantage d'emplois pour les femmes.
- Des efforts sont nécessaires pour retenir la main-d'œuvre hautement qualifiée dans l'industrie employant principalement des femmes ; les Îles Marshall ont pu lancer leur première expédition scientifique dirigée par des femmes et financée par les revenus de l'industrie du poisson.

Modérateur : Gita Sen (DAWN)

Intervenants : Maureen Penjueli (PANG), Kumi Samuel (DAWN),
Lesley-Ann Foster (Masimanyane Women's Rights International)

Plus d'informations sur la table ronde

"Nous devons apprendre à utiliser tous ces systèmes. Il faut que les femmes participent à la prise de décision. Nous ne pouvons pas compter sur la bonne volonté des hommes au sein du gouvernement ; nous devons nous appuyer sur notre agence et travailler sur le 'savoir-faire' pour élever le pouvoir collectif.

- ***Lesley Ann Foster,***
Centre de soutien aux femmes de Masimanyane



Plénière 6 : Santé planétaire et santé des populations



- Les PMA sont riches en ressources naturelles, mais à cause de l'**extractivisme**, de la production et de la consommation non durables dans les pays du Nord, l'environnement est endommagé et les gens sont bloqués.
- Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré que nous étions sur l'autoroute de la crise climatique, le pied sur l'accélérateur.
- Le principe de la **responsabilité commune mais différenciée (CbDR)** dans l'Accord de Paris est absolument critique ; de la responsabilité historique de ceux qui ont émis le plus. Ils ont une dette climatique.
- **Égalité et équité** : les pays développés sont censés être les premiers à réduire les émissions.
- Le **budget carbone** total est de 2956 gigatonnes de carbone. Les émissions cumulées en ont déjà absorbé 83 %. Il reste 500 gigatonnes pour limiter l'augmentation de la température, et nous émettons 41 gigatonnes de carbone chaque année. D'ici 10 à 12 ans, ce budget sera épuisé et la limite de 1,5 degré sera dépassée.
- Les **entreprises s'emparent de la nature** ; nous devons faire attention à l'écoblanchiment dans termes tels que ESG et "net-zero".
- En **biodiversité**, ceux qui devraient conduire les récits - le Sud, les peuples indigènes et les communautés locales - sont éclipsés par les **récits du Nord**. Il faut travailler avec le secteur de l'éducation pour influencer les jeunes, qui ont l'énergie mais pas les capacités, et remodeler les récits.
- Nous devons nous éloigner de la logique extractiviste ; l'Afrique doit se développer sur la base de ses ressources. La Vision minière pour l'Afrique reconnaît les contradictions, mais indique également comment elle peut intégrer et utiliser son avantage compétitif/comparatif pour son propre développement, n'ignore pas l'extraction responsable, répond aux besoins environnementaux et sociaux, parle de transparence et de responsabilité (c'est-à-dire les IFF), reconnaît les mineurs artisanaux et à petite échelle et n'ignore pas les moyens de subsistance de la majorité de la population africaine. **Les ressources de l'Afrique devraient être utilisées pour son amélioration.**
- Les institutions multilatérales sont très importantes dans le domaine de la santé, mais il est très difficile de se battre pour obtenir un espace politique au sein de ces institutions. Il y a très peu de **gouvernance**.
- Les alliances et la mise en œuvre sont importantes ; le bloc africain a été très influent dans l'obtention de la flexibilité pour la production d'antirétroviraux.

Modérateurs : Asad Rehman (War on Want) & Chee Yoke Ling (TWN)

Intervenants : Darlington Muyambwa (Southern Africa Resource Watch), Meenakshi Raman (FoE), Melina Sakiyama (Global Biodiversity Youth Network, Brésil), Lauren Paremoer (People's Health Movement, AS), Tetteh Hormeku (Africa Trade Network)

Plus de la Plénière 6

Leçons à tirer des expériences du Sud :

Le marché régional en tant que marché national - il est possible d'avoir des pays plus compétents en tant que "hubs". Les sociétés transnationales s'emparent des centres régionaux.

Les pays ne mettent pas en œuvre les **flexibilités de l'OMC** parce qu'ils n'en ont pas les capacités. L'Afrique doit, dans un premier temps, réexaminer le marché dont elle dispose. Traiter individuellement n'est pas efficace.

Différents dirigeants africains ont intégré la fabrication de produits dans leur politique de santé. **Investissement et coordination** - Il ne s'agit pas seulement de veiller à ce que les hôpitaux aient accès aux produits, mais aussi de développer les connaissances en matière de production.

Approche **systémique holistique** du renforcement des capacités pharmaceutiques. De 1960 à 1980, presque tous les pays africains ont construit une industrie pharmaceutique, mais avec l'ajustement structurel, "ils" ont été privatisés.

Coopération Sud-Sud : Il faut penser aux "frères du Sud" et penser en termes d'approvisionnement. Dès 1980, Cuba a toujours envoyé des médecins en Afrique. L'Afrique a contribué aux essais de phase 3 et Cuba a partagé la technologie.

- **Tetteh Hormeku, Réseau africain du commerce**



COP 28 - Dubaï - décembre 2023 - *questions clés*

Fonds des pertes et dommages

Clé du succès - Unité du G77/Chine ; Efforts pour diviser et régner ; Qui est le plus vulnérable ?

Nouvel objectif collectif en matière de finances

Qui paie ? Déjà décidé. Article 9 de l'accord de Paris

Promesse de 100 milliards d'euros

Pas plus de financiarisation et de secteur privé

Doubler le financement de l'adaptation

Peut-on réformer le FMI, la Banque mondiale et les banques multilatérales de développement ? Problème de gouvernance. Fonds de la CCNUCC - Fonds vert pour le climat, Fonds d'adaptation, Fonds pour les PMA.

Just Transitions

Programme de travail sur l'atténuation

Dettes contre échange de nature ? Grand débat - additionnalité ? Conditionnalité ? Est-ce une solution ?

Bilan mondial

- **Meena Rahman, TWN & SAM**

Événement spécial

Réunion ministérielle sur la coopération Sud-Sud

Déclaration de Chee Yoke Ling (Third World Network)



Global Policy Watch
@gpolicywatch

Chee Yoke Ling @3rdworldnetwork at #LDC5 South-South
Cooperation Ministerial Meeting 🇺🇳 :

"The principle of solidarity underlying South-South & North-South
cooperation is the principle of Common but Differentiated
Responsibilities (#CbDR) & #equity."



"**Le service total de la dette** des PMA s'élevait à 31 milliards de dollars en 2020 et la CNUCED s'attend à ce qu'il atteigne 43 milliards en 2022. À elle seule, l'Afrique perd environ 88,6 milliards de dollars en 2020 en flux de capitaux illicites, ce qui inclut l'**évasion fiscale** vers les paradis fiscaux du Nord.

"Quand on parle de flux financiers, on parle du piège des matières premières pour les PMA, notamment pour approvisionner le marché mondial. Ces inégalités cachent le fait que le **véritable créancier est le Sud**.

"Cette situation doit être inversée et la société civile soutient la déclaration faite par le Secrétaire général des Nations unies en février de cette année. L'**architecture financière internationale est au cœur du problème**. Nous ne pouvons pas nous permettre une simple évolution du système. Nous avons besoin d'une transformation radicale.

"Pour la société civile, l'annulation de la dette et la coopération multilatérale, la mise en place d'une **convention fiscale** telle qu'approuvée l'année dernière par la deuxième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, sont très importantes. Nous devons disposer d'un cadre juridique multilatéral pour faire face à la dette écrasante des pays du Sud.

Plénière 7 : Économie numérique et développement durable



- Nous considérons que les données sont à la base de la réorganisation économique ; les données sont à la base du monde de la richesse et du pouvoir, de la centralisation et de la concentration.
- Internet, en tant qu'infrastructure mondiale, est contrôlé par les pouvoirs juridictionnels d'un seul pays, les États-Unis.
- Le modèle de l'histoire de la **numérisation repose** sur deux éléments : le manque d'intégrité démocratique et le manque d'intégrité distributive.
- Les gouvernements des PMA doivent adopter des mesures fondamentales pour protéger leurs intérêts stratégiques, en particulier dans le domaine de la numérisation de l'agriculture.
- **Commercialisation** des données : Le gouvernement nous assure-t-il que les données prélevées dans une communauté donnée profiteront à la communauté elle-même ?
- 2 principaux moteurs de l'économie numérique : les **données et la plateformes**.
- La gestion des données et la manière dont elles sont générées, contrôlées et accessibles dans le monde entier pourraient constituer une formidable opportunité de faire progresser le développement durable, y compris dans les pays les moins avancés (PMA).
- Cinq plateformes représentent aujourd'hui 70 % des revenus mondiaux de la publicité en ligne, contre 50 % auparavant : la concentration des richesses s'accroît.
- Le **Pacte mondial pour le numérique est l'occasion** pour les OSC de s'organiser et de s'exprimer avec force sur les moyens d'assurer un développement durable et inclusif dans le monde numérique.
- **Le commerce électronique** n'est pas le principal moyen par lequel la numérisation peut profiter aux pays en développement ; c'est par le biais des données pour le bien public, c'est-à-dire l'amélioration des services publics, l'e-gouvernance, etc.
- Le modèle que nous avons actuellement pour les données est très privatisé ; les données sont considérées comme appartenant à ceux qui les collectent.
- Le modèle commercial des **sociétés de données parasites** : des règles spécifiques permettent aux sociétés étrangères d'intervenir dans le processus d'élaboration des politiques nationales afin d'obtenir le droit de transférer des données hors du pays sans que celui-ci puisse y avoir accès. Grâce à un accord sur le commerce numérique, elles pourront conserver tous leurs revenus sans avoir à contribuer à l'assiette fiscale locale.
- **Les PMA sont une économie de MPME** ; la capacité des MPME et leurs compétences numériques doivent être développées pour pouvoir participer à la numérisation. Renforcer la capacité des PMA à taxer les plateformes numériques, avec des politiques de concurrence pour régir les données, l'économie numérique et le commerce électronique.

Modérateur : Anita Gurumurthy (IT for Change)

Intervenants : Torbjörn Fredriksson, Chef du Service du commerce électronique et de l'économie numérique (CNUCED), Africa Kiiza (doctorant à l'Université de Hambourg, Ouganda), Neth Dano, Directeur Asie (ETC Group), Tesfit Gebremeskel Gebreslassie (Programme extérieur de l'Europe pour l'Afrique, Éthiopie), Deborah James (OWINFS).

Plus de la Plénière 7

"Pensez à nous ramener à la situation concrète des PMA, aux défis des personnes qui sont laissées pour compte, et rappelez-vous également que la communauté internationale ne peut pas se permettre d'être distraite par des choses sexy comme l'économie numérique alors que vous n'avez même pas respecté votre engagement pour 2030.

Pour de nombreuses personnes dont les ressources sont limitées, en particulier dans le cas des PMA, il pourrait s'agir de choisir entre construire des infrastructures 5G, rendre les smartphones abordables pour la population qui n'a pas accès à l'électricité, plutôt que de fournir davantage d'écoles, de routes entre les fermes et les marchés. Et peut-être que certains feront le choix ridicule de promouvoir les drones plutôt que de construire des routes entre les fermes et les marchés. Alors dites-moi, comment transporter des sacs de maïs jusqu'au marché ?"

- **Neth Dano, directeur pour l'Asie du Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (ETC Group)**



Global Policy Watch

@gpolicywatch

#LDC5 #CSOForum

Anita Gurumurthy @ITforChange on #DigitalEconomy & #SustainableDevelopment:

"How can public law interact with private law? How can public institutional data interact with the rest of the economy? This question needs to be democratically discussed."



Événement spécial

Dialogue entre les coordinateurs résidents (CR) des Nations unies et la société civile : défis et opportunités pour la mise en œuvre du Programme d'action de Doha au niveau national



Modérateur : Chee Yoke Ling (TWN)
Panel des coordinateurs résidents : Népal,
Lesotho, Djibouti

- Une partie du rôle du CR est de s'assurer que toutes les connaissances qui existent dans la société civile sont mises en avant. Lorsque une société civile est forte, l'agence l'est aussi.
- Les Nations unies ont besoin des ONG ; en ce qui concerne l'influence sur les politiques, les Nations unies et les OSC pourraient travailler encore mieux.
- Le rôle du CR est d'être proche du gouvernement, quel qu'il soit et de s'assurer que les Nations unies restent en mesure de faire leur travail.
- Les CR ont accès au gouvernement ; les OSC devraient utiliser l'ONU/les CR pour influencer indirectement le gouvernement lorsque les influencer directement est difficile/impossible.
- Les OSC peuvent aider les CR à voir la situation réelle ; sinon, les CR n'ont qu'une vision orchestrée de la situation.
- On ne peut attendre des CR qu'ils fassent des déclarations politiques, mais les CR sont tenus de respecter la déclaration des droits de l'homme et la charte des Nations unies. Les conversations difficiles avec les gouvernements se dérouleront à huis clos.
- L'ONU n'est pas un donateur ; elle ne finance que des projets spécifiques. Mais elle peut orienter les OSC vers des sources de financement.
- Ce n'est que par le biais de partenariats entre la société civile et le CR que certains groupes marginalisés peuvent avoir accès et participer à différents processus.

"Notre porte est toujours ouverte. Nous n'avons peut-être pas la solution à un problème spécifique, mais venez nous voir et nous vous aiderons à trouver une solution".

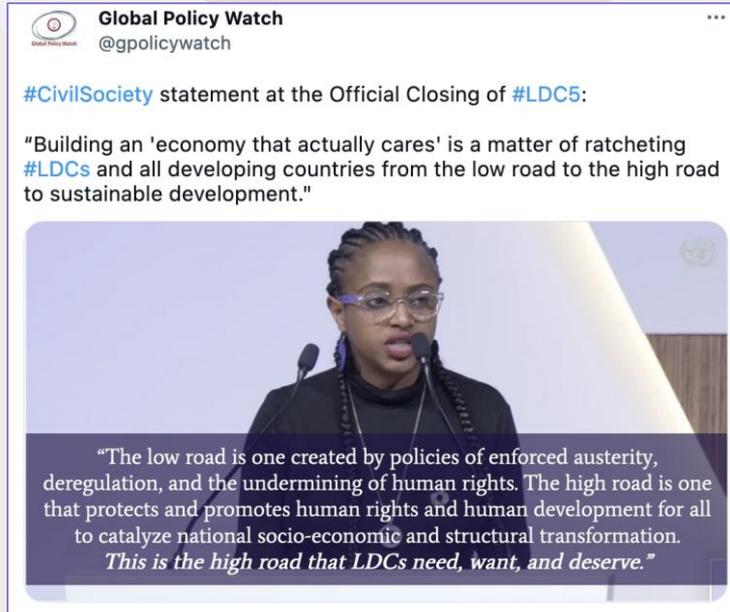
Plénière 8 : Clôture du Forum de la société civile

- Les SDGS sont en train d'échouer, surtout dans les PMA.
- L'**architecture financière internationale** doit être transformée, car elle n'est pas adaptée. On ne peut pas concevoir quelque chose en 1945 et s'attendre à ce que cela fonctionne en 2023.
- Nous nous penchons également sur la **nouvelle architecture de paix**, car le contexte est celui d'une insécurité massive.
- L'absence des partenariats nécessaires à la réalisation de l'objectif 17 pour répondre aux besoins des pays suscite de vives inquiétudes.
- Nous ne pouvons pas, dans les pays en développement, chercher à obtenir des crédits à 6, 8, 10 ou 12 % alors que d'autres régions du monde le coût est de 1 ou 2 %.
- **La marge de manœuvre budgétaire** doit être suffisante pour nous occuper des plus vulnérables. Il ne s'agit pas seulement du revenu faible ou intermédiaire. Du jour au lendemain, une crise climatique, une guerre, peuvent vous mettre dans une situation de vulnérabilité.
- Deux indices, des mesures qui doivent changer : 1) l'**indice de multivulnérabilité** ; 2) aller **au-delà du PIB**.
- Demandez aux coordinateurs résidents de se réunir autour de ces questions, mais ne le faites pas dans vos silos. Ne le faites pas uniquement avec la société civile, la convocation se fait avec les principales parties prenantes.
- Même s'il est peu probable que vous vous retrouviez dans la même pièce, les Nations unies en ont encore la capacité et restent le partenaire de choix des gouvernements pour se réunir.



Secrétaire générale adjointe des Nations unies, Amina J. Mohammed
Barbara Adams (GPF), Roberto Bissio (Social Watch), Chee Yoke Ling (TWN)

Déclaration de la société civile à la clôture du PMA5



Clôture officielle du PMA5

"Les acteurs de la société civile qui travaillent au niveau national et local s'engagent à collaborer avec leurs collègues des PMA, ainsi qu'au niveau régional et mondial.

De nombreux écarts subsistent entre les objectifs et les aspirations des PMA et leur mise en œuvre... Non seulement la communauté internationale ne parvient pas à réduire cette marginalisation, mais les politiques monétaires et fiscales la favorisent...

Les règles commerciales multilatérales prévoient certaines exemptions pour les PMA, mais les conditions de leur intégration dans les marchés internationaux restent injustes... La pandémie de COVID-19 et la réponse injuste qui lui a été apportée ont encore plus marginalisé la capacité des PMA à protéger leurs habitants...

Les PMA sont confrontés à des défis particuliers en raison du manque de moyens financiers, de biens d'équipement et d'infrastructures. Une grande partie de leur production et de leur distribution économique dépend fortement du travail humain, rémunéré ou non, et se déroule dans les petites exploitations agricoles, les ménages et les PME.

Les OSC ont exprimé leur inquiétude face à l'abondance de fausses solutions ou de promesses non tenues pour les PMA et ont appelé au respect des droits de l'homme et des principes fondamentaux pour le développement durable des PMA, au premier rang desquels le principe de la #CbDR et des capacités respectives".

- *Texte intégral de la déclaration (EN/FR) et vidéo*